



# BIARRITZ ATOUT CŒUR

## **Chers amis Biarrots,**

Permettez-moi de vous présenter avec toute mon équipe de « BiarritzACœur » nos meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour l'année 2012. A Biarritz comme ailleurs nous constatons une augmentation de la pauvreté et les associations sont plus que jamais nécessaires. Ensemble, souhaitons à chacun un travail et un toit! Dans quatre mois nous serons appelés à choisir un candidat pour diriger notre pays. Par ces temps difficiles, politiquement et économiquement, aucune candidate ou candidat attisant l'hostilité des uns envers les autres ne devrait prospérer. Je souhaite que chaque électeur fasse son choix dans la sérénité, et sans polémique inutile. Comme vous le savez, pour ce qui me concerne mon choix est déjà fait, considérant que l'espoir de la France est sans conteste avec François HOLLANDE, sérieux, crédible, seul capable de rétablir une justice sociale et nous sortir progressivement de cette crise financière.

2012, année décisive pour la France car une autre voie est possible.

Galéry GOURRET HOUSSEIN

## **Un nouveau compteur, pour payer plus cher !**

*Si certains Biarrots reçoivent la visite d'un technicien de la Lyonnaise des Eaux, c'est pour changer les compteurs d'eau. En effet à la demande du délégataire, et malgré mon opposition, lors de la séance du conseil du 17 juin 2011, la majorité municipale a accepté, la modification du contrat d'affermage de l'eau potable en vigueur depuis oct. 2009, d'où l'installation de nouveaux compteurs à télé-relevé. Equipé d'un système de détection des fuites, il nous en coûtera 287.165 euros. Avantage pour la Lyonnaise : économies sur salaires et charges, car suppression d'un certain nombre de salariés, idem pour EDF, qui nous installera d'office des compteurs électriques «intelligents» aussi, merci par ces temps de chômage ....Avec ces nouveaux appareils notre vie privée sera de moins en moins privée.*

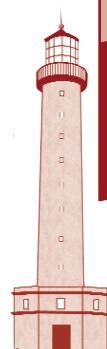
Galéry GOURRET HOUSSEIN

*Pour une ville plus solidaire*



**Bien à vous, avec vous**

**Galery GOURRET HOUSSEIN,**  
Conseiller Municipal socialiste



## TOUT S'EXPLIQUE !!!

Certains hommes politiques n'ont-ils pas joué contre l'intérêt national ?

En effet, on apprend que sous la Présidence de Georges Pompidou, le ministre des finances Valéry Giscard d'Estaing, sous prétexte de lutter contre l'inflation, a passé une loi, le 4 janvier 1973, loi qui par son art.25, interdit à l'Etat français de se refinancer auprès de la Banque de France, chose qui était possible jusqu'alors avec un taux d'intérêt nul. Cette décision a eu pour conséquence un coût pour l'Etat français de 1500 milliards d'euros d'intérêts, versés aux banques privées durant les 38 dernières années, soit quasiment l'équivalent de l'endettement actuel de la France !

C'est donc par une décision politique privilégiant une oligarchie qu'aujourd'hui la France a perdu une partie de sa souveraineté.

On dit merci qui ?

Martine POULAIN

## FRANCOIS EST L'ESPOIR

La victoire de François Hollande est probable mais bien évidemment pas acquise. Nous sommes tous, peuple de gauche et aussi ceux qui n'en peuvent plus du gouvernement actuel, tournés vers la suite de la campagne de notre candidat et surtout l'objectif de réussite des trois pactes (productif, éducatif et démocratique) qui redonneront du souffle à notre pays. Dans le même temps où 4500 personnes étaient réunies pour porter François Hollande à la victoire, où la salle ovationnait le droit de vote aux étrangers pour les élections locales, Claude Guéant annonçait comme un exploit, que les 30 000 reconduites à la frontière seraient dépassées. M.Guéant parle le « Le Pen » couramment, comme a dit Noël Mamère ! A l'évidence, deux politiques aux antipodes l'une de l'autre.

L'UMP qui tente de mettre à mal le projet socialiste au travers d'une convention qui est un flop total, et François HOLLANDE conforté par sa victoire aux primaires, qui dispose d'un programme adopté à l'unanimité du conseil national après un long travail des militants, pour proposer des solutions à la désespérance de bon nombre de nos concitoyens. A suivre.

Christine LAURENT

### PROMESSE POUR LES « PERDREAUX DE L'ANNEE » !

L'actuelle majorité gouvernementale, s'apprête à nous proposer une « TVA SOCIALE ». Il s'agit de l'augmentation généralisée des taux de TVA. Mais attention c'est « sociale ». Chacun comprendra que tout achat reviendra plus cher, en particulier pour les ménages les plus modestes, ces derniers dépensant en pourcentage davantage pour des produits de première nécessité, par comparaison avec ceux mieux pourvus financièrement. Attention, des politiques viendront nous expliquer le bien-fondé de cette manœuvre. Des économistes, qui pour la plupart salariés d'une université, aussi rémunérés par une ou plusieurs banques pour certains, mais également par la télévision (à nos frais, lors des émissions), bien qu'ayant souvent fait des prévisions inexactes, ils viendront nous expliquer que les moyens dégagés pallieront à la diminution des charges sociales patronales, permettant ainsi des marges de manœuvre à nos entreprises, qui réduiront leurs prix ! Bien sûr ce sera bon pour notre compétitivité.

Autrement dit, nos patrons ne financeront plus, la Sécurité Sociale, ni nos retraites ou notre CAF ou presque. La technique consistant à réduire les charges sociales patronales sans contrepartie a été essayée à plusieurs reprises durant ces trente dernières années et cela n'a jamais donné le résultat escompté. Bien entendu, ni embauche, ni baisse de prix ne seront constatées. Une fois de plus, il s'agit pour la droite d'enrichir certains, au détriment de l'immense majorité. Gare, car ventre vide n'a point d'oreilles !

Max-Antoine ZANETTI



## La Sécu en déficit, si on veut

Dorénavant, pour une consultation médicale nous versons 1 euro de franchise.

- Nous sommes contraints lors de nos arrêts maladie à une carence de 1 à 3 ou 4 jours
- Nous devons consulter un généraliste avant de voir un spécialiste...
- Pour tout traitement de plus de 91 euros, nous en sommes de 18 euros de notre poche.
- Taxe de 0,50 C sur les boîtes de médicaments etc...Pourtant

☞ Une partie des taxes sur le tabac destinée à la Sécu, <u>n'est pas reversée</u> : .....	7, 8 milliards
☞ Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu, <u>n'est pas reversée</u> : .....	3, 5 milliards
☞ Une partie des primes d'assurances automobiles, destinée à la Sécu, <u>n'est pas reversée</u> : .....	1, 6 milliards
☞ La taxe sur les industries polluantes destinée à la Sécu, <u>n'est pas reversée</u> : .....	1,2 milliards
☞ La part de TVA destinée à la Sécu, <u>n'est pas reversée</u> : .....	2 milliards
☞ <u>Retard de paiement</u> à la Sécu pour les contrats aidés : .....	2, 1 milliards
☞ <u>Retard de paiement</u> par les entreprises : .....	1, 9 milliards

**En faisant une addition, on arrive à 20 milliards d'euros.**

Conclusion, si les responsables de la Sécu et nos gouvernants faisaient leur boulot efficacement, si chacune de ces institutions reversait ce qu'elle doit chaque année, les prétendus 11 milliards de trou pour 2010 seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent !!!

Ces chiffres ne sont pas inventés ; vous pouvez les consulter sur le site de la Sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu. Malgré cela notre Président se complait à stigmatiser les rares petits fraudeurs jamais les gros.

Jacques LABBEE

## Toulon 2 ; ou encore une puérile déclaration

Dans une longue déclaration de campagne électorale, notre Président pour flatter ses adeptes les plus conservateurs, oubliant les propos de 2008 tenus dans ce même lieu, recommence ses intenable promesses...Le constat depuis 2007 est une France affaiblie, financièrement, économiquement, socialement et politiquement. L'ami des évadés fiscaux nous prône une fois de plus « la rigueur, la rigueur ». Décidément, avec Nicolas Sarkozy, c'est chaque jour pire que la veille, lui qui en quatre ans, a fait croître le déficit de la France de 500 milliards, porté le déficit commercial à 70 milliards l'an, et malgré cela, il se considère être le mieux placé pour critiquer les 35 heures. Pourtant, il sait que les 35 heures ont créé 350.000 emplois, (voir les chiffres officiels DARES 2006) et que la compétitivité de la France a progressé entre 1997 et 2002 : les données de la banque de France montrent que le passage aux 35 heures s'est accompagné d'une amélioration de la compétitivité de la France vis-à-vis des 46 pays partenaires. Pendant toutes ces années, la France avait un excédent commercial compris entre 20 et 30 milliards d'euros. Le sérieux de la politique appliquée lors de ces années, faisait que les différents budgets sociaux étaient en équilibre ou en excédent. Quant au budget de l'Etat, chacun peut se souvenir de la dénonciation par Jacques CHIRAC d'une « cagnotte cachée », constituée grâce à la croissance économique ! Ce fut une époque où le gouvernement de la France n'était pas soumis aux oligarques ni à de mystérieux marchés et où le SMIC augmentait.... Débusquer des pseudo-fainéants et des fraudeurs sociaux, est devenu ces jours-ci le credo de nos actuels dirigeants, eux qui par un lamentable traité, ont permis toutes les délocalisations, d'où le chômage, eux qui suivent aujourd'hui l'avis de leurs amis les plus nantis, ceux-là même qui font fructifier leurs placements financiers par la spéculation, ou qui font travailler les autres à bon compte.

Quant au duo Merkel Sarkozy, leurs remèdes s'avèrent plutôt contreproductifs.

Galéry GOURRET HOUSSEIN



## LA FOLIE D'UN SYSTEME

« **crise, crise, jusqu'à quand** », causée par les « subprimes », c'est-à-dire par les irréfléchis prêts sur l'immobilier, (voir le site [biarritzacoEUR.com](http://biarritzacoEUR.com)). Depuis cette innommable expérience bancaire, le système néolibéral n'a cessé jour après jour de produire ses méfaits. En quelques mois, la bourse de Paris a perdu plus de 30 %, quelque chose comme 250 milliards. Aussi fin 1999, alors que tout allait bien dans le meilleur des mondes, il a suffi comme de coutume qu'un riche parmi les riches, une fois gâvé sur le marché des actions, utilise soudain une de leurs phrases favorites : « Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ». D'un coup, tous les spéculateurs vendent leurs titres les uns après les autres et se mettent à spéculer de nouveau à la baisse sur les valeurs d'hier, ce qui leur fait encore gagner de l'argent. Pendant ce temps là, seuls les petits porteurs, surpris, restent « collés » (suivant le jargon) sur des actions dont la valeur diminue de minute en minute. D'autres continuent à spéculer à la hausse ou à la baisse sur toutes actions, obligations ou matières premières, sans bourse déliée c'est-à-dire à crédit. C'est un système fou qui pousse à la roulette russe !

Aussi paradoxal que cela paraisse, il existe aujourd'hui une grande banque française, qui, tous produits « toxiques » nettoyés, et, réalisant le même chiffre d'affaires et bénéfices qu'auparavant, mais dont les actions ont tellement baissé, que sa valeur boursière ne vaut même plus les trois-quarts de ses fonds propres, ce qui la met à la portée des prédateurs ! Dans notre pays, durant les vingt dernières années, l'intelligentsia économique a passé une partie de son temps à culpabiliser ses compatriotes, traités de fainéants, bien que nos salariés travaillent plus que les Allemands, et obtiennent une meilleure productivité. Les donneurs de leçons, que sont les privilégiés du système, économistes ou financiers ne dénoncent pas les salaires mirobolants, stock-options et autres parachutes dorés, mais osent proposer de faire payer les abus créés par leurs propres turpitudes à la classe populaire et moyenne. De même, ils poussent à la réduction de la solidarité et des services publics pour minimiser le déficit public, crée par leurs amis politiques complices, suite aux réductions des impôts consenties aux mêmes, déjà nantis. Par manque de décisions politiques souveraines, les adeptes de l'économie façon Reagan et Thatcher ont provisoirement gagné.

Aussi notre pays subit les incohérences du traité de Lisbonne imposé par l'actuel pouvoir, malgré son rejet par le peuple. Ce traité constitutionnel, qui mentionne 174 fois les mots « concurrence libre et non faussée » organise de lui-même, une concurrence largement faussée, en empêchant toute harmonisation fiscale avec les nouveaux entrants, puis exigeant dans le texte une double unanimité des 27 pays. Son application posant d'énormes difficultés aux pays à la protection sociale élevée comme le nôtre, car la compétition devient défavorable aux mieux lotis socialement, du fait d'un surcoût sur le travail, d'où une compétition défavorable puis chômage !

Pour toute femme ou homme politique français, ne pas concrétiser un changement politique par l'exigence d'une révision du traité de Lisbonne, suivie du nécessaire contrôle du système financier, sera pur manquement à ses responsabilités.

Galéry GOURRET HOUSSEIN

**Rejoignez-nous, en devenant membre actif, tarif : 25€/ an ou en vous abonnant à ce trimestriel pour 10€/ an ou les deux. Membre bienfaiteur accepté.**

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Tél.....

Consulter notre site : [www.BiarritzAcoEUR.com](http://www.BiarritzAcoEUR.com) / ou nous écrire au 20 Av.Kennedy-Biarritz

